

La bataille de la Fonction Publique

Sous la pression des catégories C et D, les mouvements se sont succédé dans la Fonction Publique pendant toute cette dernière quinzaine.

Sous l'impulsion du Comité d'Entente du Ministère des Affaires Economiques et de cartels intersyndicaux dans les services et Administrations, des arrêts de travail répétés ont eu lieu dans différents ministères: au Travail, aux Affaires étrangères, aux Finances, à la Bibliothèque Nationale, à l'Agriculture, au Ministère des Affaires Economiques où la grève dure depuis le 11 février.

Les agents des lycées firent grève aussi dans toute la France durant quatre jours.

Partout, dans les assemblées, les meetings, les petites catégories manifestèrent leur volonté de lutte, leur désir d'aller plus avant. Des délégations, des manifestations eurent lieu sous les fenêtres du Ministère des Finances. Le gouvernement leur opposa ses cordons de CRS. Après le meeting des Finances des accrochages assez sérieux se produisirent; des fonctionnaires furent blessés.

Le mouvement n'est pas encore terminé, mais depuis un mois il a peu gagné en profondeur, car la province, sauf exceptions n'est pas entrée en lutte. De plus cette revendication limitée aux seules catégories C et D ne peut pas entraîner l'ensemble de la Fonction Publique. Il aurait fallu lui adjoindre une revendication plus unitaire, une revendication commune à l'ensemble de la Fonction Publique, une augmentation mensuelle chiffrée égale pour tous, en une première étape. La CGT ne l'a pas compris suffisamment, la CGT n'a pas su impulser ce mouvement comme elle aurait dû le faire; car elle n'a pas été suivie dès le début par ses cadres même communistes, écrasés sous le poids de la hiérarchie et peu sensibles à la misère des petites catégories. Par contre des militants de base et des militants responsables de la CGT se sont battus courageusement contre le sectarisme des militants FO et ont formulé des critiques contre certains cégétistes.

Le mouvement pour les catégories C et D

n'est pas terminé; mais le fait pour la CGT d'avoir beaucoup trop tardé à lancer un appel aux autres organisations syndicales n'a pas favorisé l'extension du mouvement. Le fait que la CFTC a différé l'accord qui avait été enregistré samedi pour une action commune avec la CGT pour le début de cette semaine, risque de freiner le mouvement particulier aux catégories C et D. La CFTC tient son congrès jeudi 7 mars. Le mécontentement qui s'exerce à la base ira-t-il jusqu'à décider la direction de la CFTC à une action pour un mouvement plus large de la Fonction Publique? Une pression à la base pousse à rechercher les contacts avec cette organisation. De son côté le gouvernement fait l'impossible pour briser tout mouvement d'ensemble de la Fonction Publique et exercer une pression très grande sur ces deux dernières organisations qui craignent aussi la chute du gouvernement.

La pression de la base sera-t-elle assez forte pour entraîner ces deux organisations? C'est ce que nous verrons dans les jours qui viennent.

Où va Lecœur ?

Lorsqu'il fut exclu du PC, Lecœur disposa chez bien des gens d'un préjugé favorable: il avait agi comme un rouage quelconque de l'appareil stalinien et il venait d'en être éjecté, on allait voir ce qu'il allait faire.

Même après les premiers numéros de la « Nation socialiste », on pouvait encore penser qu'à travers beaucoup de confusion, il arriverait à des positions tant soit peu fermes; il se déclarait même un communiste, non un social-démocrate.

Mais il n'a pas fallu longtemps pour que les choses tournent mal. Les événements de la fin de l'année 1956 précipitèrent l'évolution. Ce fut tout d'abord un fait révélant que les méthodes apprises chez les staliniens n'étaient pas oubliées: après avoir esquivé de se prononcer clairement sur les calomnies contre Marty (il avait mené la campagne du BP à ce sujet), après avoir ignoré les positions défendues par Marty dans son livre « l'affaire Marty » (où il y a une position ferme pour un vrai parti révolutionnaire) et ne les avoir apprises que dans la lettre de Marty à Gomulka, il prétendit avoir reçu une réponse favorable de Marty à une demande d'entretien. C'était une invention, mais Marty était mort et ce n'est pas la première fois qu'un vivant gégnait se transforme en un mort utile...

Puis, au cours de la campagne électorale, « la Nation socialiste » adopta sur l'Algérie une position fa-

vorable à la politique de Guy Mollet, à la politique de l'impérialisme français.

Le chemin vers la SFIO semblait court. On dit toutefois dans des milieux bien renseignés que la porte de celle-ci lui fut fermée par la Fédération socialiste du Nord.

Et maintenant ont commencé les tentatives de « regroupement ». C'est d'abord une rencontre avec des gens de gauche qui, disent-ils, « n'ont rien renié de leur idéal », composés surtout de vieux ex-JS se retrouvant 25 ans plus tard, pour se souvenir avec émotion de leurs jeunes années, dans de fraternelles agapes.

Puis, c'est une demande d'adhésion à la « Nouvelle Gauche ». Ce qui est un peu fort dans la circonstance, ce n'est pas que Lecœur ait oublié ce qu'il écrivait politiquement sur la « Nouvelle Gauche » il y a 4 mois, mais les accusations qu'il portait contre elle au cours de la campagne du premier secteur de Paris. Il aurait voulu entrer dans une organisation où s'exercerait un contrôle — et quel contrôle! — de la direction du PCF?

Que va faire maintenant Lecœur? A défaut de programme, il pourra avec l'aide d'Hervé critiquer les « groupuscules trotskystes », sans se demander comment il se fait que, lui, grand dirigeant d'un grand parti, n'avait aucun appui de masse dans celui-ci.

Le meilleur stalinien ou... s'il n'en reste qu'un

A Moscou, on a discrètement passé sous silence le 4^e anniversaire de la mort de Staline, car les éloges prononcés récemment par Krouchtchev étaient plutôt à destination du monde capitaliste et non des masses soviétiques.

Par contre, à Paris, « L'Humanité » a publié en page 3 une photo d'un Staline, datant des années de sa toute-puissance, où tout était truqué, jusques et y compris son portrait. « L'Humanité » a accompagné la photo d'une légende délibérément provocante: grand révolutionnaire, vainqueur des trotskystes, zinoviévistes, etc., « agents de la bourgeoisie » et dirigeant de la guerre contre le fascisme hitlérien. Car à « L'Humanité » on ne veut pas connaître un rapport « attribué au camarade Krouchtchev », on ne veut pas connaître Staline, inventeur de l'accusation d'ennemi du peuple contre des révolutionnaires qu'il fit fusiller pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis, désorganisateur de l'armée soviétique, etc....

Cette publication a été faite de manière délibérée par la très haute direction du PCF, par Thorez lui-même qui se vanta d'être le meilleur stalinien et qui entend le rester, fut-il seul. Cette publication ne vise pas seulement les opposants dans le PCF, dont Thorez voudrait se débarrasser. Elle vise aussi les directions de Partis Communistes qui subissent une certaine influence de « déstalinisation ». Elle vise aussi, soyons-en sûrs, les dirigeants à la Krouchtchev, ces « reptiles » et ces « nains » — comme les qualifiait Thorez — qui se sont imprudemment lancés dans une critique de Staline au 20^e Congrès du PC de l'URSS.

Mais le « fils du peuple » aura beau faire. Les temps du stalinisme sont plus que révolus. Et lui, les Rakosi et quelques autres auront à répondre devant les tribunaux ouvriers des crimes qu'ils ont commis ou approuvés contre les militants bolcheviks.

La « Vérité des Travailleurs » paraît le 2^e et 4^e samedis du mois.
Prochain numéro le 23 mars.

La répression contre notre journal

Une fois de plus, la répression s'exerce contre « la Vérité des Travailleurs ». Ces jours-ci, nos camarades Maréchal, gérant du journal, et Frank ont été interrogés sur commission rogatoire à la police judiciaire. Il s'agit d'une instruction ouverte contre un numéro de novembre 1956, sur demande du ministre de l'Intérieur, intervenant lui-même à la demande de M. Lambert, préfet d'Oran.

Ce personnage se prétend diffamé dans ses fonctions, parce que, ayant fait état d'informations circulant sur les sévices exercés en Algérie, le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste avait envoyé une lettre ouverte, parue dans notre journal, aux directions du PC et du PS pour leur demander d'organiser une commission d'enquête à ce sujet.

Nous verrons si la justice s'engagera dans la voie que lui demande l'Intérieur, si le simple fait de demander une commission d'enquête est une diffamation.

Autre point: le préfet d'Oran, si nous ne nous trompons pas, est membre du Parti socialiste. N'aurait-il pas confiance dans une commission d'enquête à laquelle participerait son parti?